

Parvenir à l' « égalité réelle » est un beau projet de société

Le Monde, 29 novembre 2010

Fabienne Brugère * et Camille Peugny **

L'actuelle réception des propositions du Parti socialiste sur "l'égalité réelle" a de quoi laisser rêveur. Il y aurait d'un côté les idéalistes, irresponsables, promettant tout, tout de suite, et de l'autre les réalistes, hiérarchisant et finançant les priorités, rendant ainsi à la gauche sa crédibilité auprès des classes populaires. Certes, on sait bien depuis Amartya Sen, économiste indien, que l'égalité ne peut se réaliser que par un traitement à la racine des poches d'inégalités sociales, ce qui suppose bien sûr politiquement de hiérarchiser des urgences sociales.

Mais, il n'en reste pas moins que l'égalité réelle est une fin en soi pour une démocratie, le financement de la politique permettant d'y parvenir est un moyen. Or un moyen, aussi important soit-il que le chiffreage d'une politique, ne tient pas lieu de politique. Le temps des projets n'est pas celui de leur réalisation. Pour cela nous avons un gouvernement. Que fait-il aujourd'hui en la matière ? Personne ne semble se poser la question.

Mais il faut aller encore plus loin que cette simple question des moyens et des fins et rappeler que nous sommes une société ravagée par les inégalités de tout genre. Si certains ont pu parler autrefois de fracture sociale et si aujourd'hui tout le monde s'accorde sur le fait que le sarkozysme est un inégalitarisme particulièrement implanté (depuis la réforme sur le bouclier fiscal), alors le grand défi de la gauche est bien d'apporter une réponse crédible aux effets terribles de la montée des inégalités.

S'attaquer à cette question et faire un diagnostic de tout ce qui met en péril l'égalité n'est pas manquer de réalisme ; les femmes et les hommes politiques ne retrouveront pas de crédibilité durable s'ils en restent à la rhétorique des valeurs républicaines qui nous rend tous abstraitement égaux et ne masque même plus les situations d'inégalité, d'injustice, ainsi que la violence de la reproduction sociale.

L'égalité n'est pas un mot abstrait. Elle est liée à des contenus précis sur lesquels des bilans peuvent être portés. En un quart de siècle, les enfants d'ouvriers ont gagné quatre années de scolarisation, et pourtant, la reproduction sociale n'a diminué que de quelques malheureux points. Dans notre pays où la cohésion sociale s'est historiquement structurée autour de l'école et du mérite républicain, le système éducatif est impuissant à enrayer des inégalités sociales de réussite, déjà présentes à l'école maternelle, et qui ne font que croître jusqu'à l'entrée dans l'enseignement supérieur.

Au final, notre système éducatif est un de ceux en Europe dans lequel l'origine sociale pèse le plus sur les résultats scolaires, alors même que les diplômés, délivrés à l'issue d'une compétition socialement biaisée, exercent une emprise étroite sur les carrières professionnelles. L'égalité réelle, dans le domaine de l'école, c'est constater l'échec des politiques d'égalité des chances. Toutes les énergies sont mobilisées pour tenter de rendre moins injuste socialement le recrutement des grandes écoles, qui ne scolarisent que quelques dizaines de milliers d'étudiants, tandis que l'on ignore totalement les 700 000 élèves des lycées professionnels.

Croit-on vraiment que l'on aura lutté contre la reproduction sociale lorsque 30 % de boursiers peupleront les classes préparatoires ? L'égalité réelle, c'est affirmer que le chemin vers la démocratisation scolaire commence dès les premières années de la scolarité et que, au niveau de l'enseignement supérieur, il se poursuit dans les premiers cycles universitaires, loin des politiques de saupoudrage consistant à offrir à quelques jeunes issus des quartiers populaires la possibilité de tenter leur chance dans des filières prestigieuses, qui par définition ne concerneront jamais qu'une étroite minorité d'étudiants.

Autre exemple, celui de la place que la société refuse à sa jeunesse. Alors que les poches de pauvreté s'étendent chez des moins de 25 ans, largement exclus de la solidarité nationale, l'Etat se défait sur les familles, chargées de prendre en charge une précarité grandissante. La gauche peut-elle se satisfaire d'une situation qui fait exploser les inégalités entre ceux qui peuvent dépenser le patrimoine de leurs parents lors de semestres d'études à l'étranger et ceux qui doivent étudier tout en travaillant trente heures par semaine ? N'est-il pas temps au contraire de permettre à tous les jeunes d'accéder à une réelle autonomie ?

On le voit, l'égalité réelle est plurielle. Elle ne concerne pas que la question des revenus mais tout autant les possibilités d'accéder à l'éducation, au travail, aux soins, au logement, autant de droits malheureusement oubliés. La captation croissante des richesses par une minorité est accompagnée de plus en plus par une privation des biens communs pour beaucoup et une vision absurde du monde du travail structurée par une fiction, l'individu performant, consommateur et inconscient face aux risques écologiques.

L'égalité réelle ne se départit pas d'une politique réaliste puisqu'elle suppose d'établir des priorités, de reconnaître des urgences sociales, de déterminer des périmètres de lutte contre les inégalités. Elle suppose également un esprit des institutions à l'opposé des politiques publiques qui sont développées actuellement autour du très mal nommé "new management" public, bras armé de la privatisation de l'Etat au service des grands groupes financiers et non des citoyens, usagers des services publics.

Il faut des institutions au service de la tradition républicaine (celle de l'intérêt général) qui puissent répondre (défi français dans un pays à l'étatisme autoritaire renforcé aujourd'hui) au caractère profondément différencié du tissu social, tout en étant suffisamment neutres pour ne pas humilier les gens. Il faut remettre de l'Etat mais d'une façon nouvelle : en collaboration avec la société civile, en ayant le souci de favoriser les capacités d'agir et non la reproduction sociale. Préconiser l'égalité réelle revient à défendre une démocratie des parcours de vie contre toutes les stigmatisations et les discriminations.

Or, repartir des parcours de vie, c'est reconnaître que certains territoires sont actuellement abandonnés par l'Etat par cynisme et par laxisme, que les compétences réelles des gens au travail ou leur capacité d'inventer sont généralement sous-estimées ou non reconnues.

Des pans entiers de la société sont menacés par l'explosion des inégalités qui avive les tensions entre les groupes sociaux et sape les fondements de la cohésion sociale. L'importance de l'enjeu mérite bien un projet à quinze ou vingt ans. Face à cela, certains préfèrent regarder ailleurs : ne cherchons pas plus loin les raisons du manque de crédibilité du Parti socialiste auprès des classes populaires.

* Fabienne Brugère, professeur de philosophie (Bordeaux-III)

** Camille Peugny, sociologue, maître de conférences (Paris-VIII)